

Bichkek 2026 : la réalité multipolaire se poursuit sans l'autorisation de l'Occident

par **Adrian Korczynski**

Le 1er septembre, les dirigeants de certains des États les plus influents d'Eurasie se sont réunis à Bichkek pour la 26e réunion du Conseil des chefs d'État de l'Organisation de coopération de Shanghai.

Le sommet qui n'avait pas besoin de l'Europe

Le sommet a marqué le 25e anniversaire de l'OCS. Vladimir Poutine, Xi Jinping, Narendra Modi, Massoud Pezeshkian, Shehbaz Sharif, Alexandre Loukachenko et les dirigeants d'Asie centrale figuraient parmi les personnes présentes. Ses résultats immédiats ont notamment inclus l'approbation de 28 documents, dont la Déclaration de Bichkek, portant sur le développement institutionnel, la sécurité, les transports et la logistique, la coopération numérique, l'énergie et d'autres domaines de coordination pratique.

Rien de tout cela ne signifie qu'un nouvel ordre mondial a été créé à Bichkek en une seule journée. Ce serait une caricature de ce qui se passe réellement.

La signification du sommet réside ailleurs.

Une part importante de l'Eurasie continue de construire des institutions, des mécanismes et des relations politiques en dehors des structures par lesquelles l'Europe et l'Occident au sens large ont traditionnellement exercé leur influence. Elle le fait sans attendre la reconnaissance, l'approbation ou la participation occidentale.

Bichkek n'avait pas besoin de la présence de l'Europe pour que les décisions qui y ont été prises comptent.

C'est la réalité à laquelle l'Europe est de plus en plus confrontée.

Une coordination sans uniformité

L'Organisation de coopération de Shanghai n'est pas l'OTAN. Ce n'est pas une alliance militaire dotée d'une structure de commandement unifiée ni d'une obligation de défense collective. Ce n'est pas non plus un bloc politique cohérent dont les membres s'accordent sur chaque grande question internationale.

L'Inde et la Chine ont de sérieuses divergences stratégiques. L'Inde et le Pakistan ont une histoire de conflit encore plus longue. La Russie et la Chine coopèrent étroitement tout en préservant leurs propres intérêts nationaux. L'Iran, la Biélorussie et les États d'Asie centrale apportent à l'organisation des priorités différentes.

Cette diversité est souvent présentée en Occident comme la preuve que l'OCS est incapable de devenir importante.

Elle explique peut-être au contraire pourquoi l'organisation continue d'accroître sa pertinence.

L'OCS n'exige pas de ses membres qu'ils deviennent politiquement identiques. Elle n'impose ni conformité idéologique ni transfert de souveraineté vers un centre supranational. Ses membres coopèrent là où leurs intérêts convergent et conservent leurs différences là où ce n'est pas le cas.

C'est là l'une des caractéristiques les plus importantes de l'organisation. L'OCS ne cherche pas à reproduire le modèle institutionnel de l'OTAN ou de l'Union européenne. Elle fonctionne selon une logique différente : la coordination sans uniformité politique.

Pour les pays habitués à envisager la politique internationale essentiellement à travers des blocs rivaux, ce modèle peut être facile à sous-estimer.

Pourtant, la participation continue d'États en désaccord profond constitue en soi la preuve que la coopération pratique n'exige pas un alignement politique complet. Les pays n'ont pas besoin de partager tous leurs objectifs stratégiques pour coopérer dans les transports, l'énergie, la sécurité, la technologie ou le commerce.

Cela est particulièrement pertinent dans un monde de moins en moins disposé à s'organiser autour d'un centre institutionnel unique.

Des déclarations aux infrastructures

Les documents approuvés à Bichkek reflétaient cette approche pratique.

Outre la Déclaration de Bichkek et les changements institutionnels au sein de l'OCS, le sommet a abordé le renforcement des mécanismes de sécurité et la coopération contre les menaces transnationales. Il a également fait progresser la coopération dans les transports et la logistique, l'énergie, la sécurité de l'information, l'intelligence artificielle et les infrastructures numériques.

Ces domaines comptent précisément parce qu'ils ne sont pas simplement symboliques.

L'influence politique ne se crée pas uniquement par des discours, des déclarations ou des alliances militaires. Elle se crée aussi par des lignes ferroviaires, des ports, des centres logistiques, des réseaux énergétiques, des mécanismes de paiement, des infrastructures de données et des normes technologiques.

Ces structures déterminent qui reste connecté à qui lorsque les relations politiques se détériorent.

Les projets de développement des infrastructures de transport et de logistique, les nouvelles approches du traitement des données et de la capacité informatique, l'élargissement de la coopération technologique et le renforcement des mécanismes de sécurité reçoivent peut-être moins d'attention internationale que les sommets militaires ou les confrontations diplomatiques. Mais ils font partie de l'infrastructure grâce à laquelle les relations politiques

deviennent durables.

La multipolarité ne devient pas réelle lorsque quelqu'un l'annonce.

Elle devient réelle lorsque des institutions commencent à créer des mécanismes capables de fonctionner de manière indépendante.

C'est pourquoi le sommet de Bichkek compte moins pour telle ou telle phrase de sa déclaration finale que pour ce que représente l'ensemble des décisions accumulées.

Les vingt-cinq premières années de l'OCS ont été marquées par un développement institutionnel progressif. Sa prochaine phase pourrait être définie par quelque chose de plus conséquent : l'expansion de mécanismes pratiques de coordination au sein de systèmes où les institutions occidentales occupaient autrefois une position centrale presque incontestée.

Ce processus reste inachevé. Il est inégal et continuera de se heurter à des désaccords internes, des intérêts concurrents et des limitations institutionnelles.

Mais il est en cours.

L'Europe hors de la salle

Le problème de l'Europe n'est pas que l'OCS existe.

Le problème de l'Europe est que les gouvernements européens ont de plus en plus défini leur stratégie géopolitique par la séparation d'avec certaines des puissances mêmes qui façonnent aujourd'hui les institutions eurasiennes.

La Russie devait être isolée. La Chine devait rester économiquement utile tout en étant de plus en plus traitée comme une rivale systémique et une préoccupation sécuritaire. L'Europe pensait pouvoir gérer ces deux relations par la distance, les restrictions et une dépendance contrôlée.

Il en a résulté un rétrécissement de la marge de manœuvre stratégique de l'Europe.

Tandis que les capitales européennes se concentrent sur les sanctions, les restrictions et la prise de distance stratégique, d'autres États continuent de construire des forums leur permettant de discuter du commerce, de la sécurité, des infrastructures et de la technologie sans participation européenne.

L'Europe n'a pas disparu des affaires mondiales. Elle demeure l'un des plus grands centres économiques du monde. Ses institutions restent importantes, et ses décisions politiques continuent d'affecter les marchés internationaux et la diplomatie.

Mais l'importance n'équivaut plus à la centralité.

Un nombre croissant d'arrangements politiques et économiques se développent désormais dans des formats où la participation européenne n'est ni automatique ni nécessaire.

C'est là la signification profonde de Bichkek.

Pendant des décennies, les gouvernements européens ont évolué dans un environnement international où l'essentiel de l'architecture institutionnelle majeure des affaires mondiales restait étroitement lié à la puissance occidentale. L'OTAN, l'Union européenne, le G7, les institutions de Bretton Woods et un réseau plus large de mécanismes financiers et politiques dirigés par l'Occident constituaient l'essentiel du cadre par lequel les décisions internationales étaient prises.

Cet environnement a changé.

Des États représentant une part substantielle de la population et de la capacité économique mondiales développent de plus en plus leurs propres canaux de coordination. Ils ne sont pas nécessairement d'accord entre eux. Ils ne partagent pas nécessairement une idéologie commune.

Mais ils partagent un intérêt commun : réduire leur dépendance à l'égard d'institutions sur lesquelles ils n'ont qu'une influence limitée.

La multipolarité devient administrative

La multipolarité, en d'autres termes, n'est pas un slogan.

Elle devient administrative.

Elle se manifeste dans les corridors de transport et les accords logistiques. Elle se manifeste dans la coopération énergétique, les infrastructures numériques et le traitement des données. Elle se manifeste dans les mécanismes de sécurité, les normes technologiques et les relations financières.

Ces évolutions ont rarement le caractère spectaculaire associé aux alliances militaires ou aux confrontations géopolitiques. Elles sont souvent techniques. C'est précisément pourquoi leur importance à long terme peut être sous-estimée.

Les infrastructures ne font pas la une des journaux tous les jours. Mais une fois construites, elles modifient les possibilités pratiques offertes aux gouvernements et aux économies.

Une ligne ferroviaire crée une nouvelle géographie commerciale. Un réseau logistique modifie les schémas de dépendance. Un mécanisme de paiement peut réduire l'exposition aux pressions politiques. Une infrastructure technologique partagée peut créer des relations qui survivent aux désaccords diplomatiques.

Avec le temps, l'accumulation de décisions apparemment techniques produit quelque chose de politique.

Un monde dans lequel les institutions occidentales restent importantes, mais ne détiennent plus le monopole de l'organisation de la coopération internationale.

La multipolarité n'exige pas que chaque institution non occidentale se définisse par l'hostilité envers l'Europe ou les États-Unis. Elle n'exige pas non plus que les États abandonnent leurs relations existantes avec les pays occidentaux.

C'est l'une des raisons pour lesquelles ce processus est plus complexe qu'une nouvelle guerre froide.

L'Inde peut continuer de traiter avec les États-Unis et l'Europe tout en élargissant son rôle au sein des institutions eurasiennes. La Chine peut rester profondément connectée aux marchés occidentaux tout en poursuivant une plus grande autonomie stratégique. D'autres États peuvent entretenir des relations avec plusieurs systèmes géopolitiques simultanément.

L'intérêt de la Turquie pour un engagement plus étroit avec l'OCS illustre cette même réalité plus large. De nombreux États n'ont pas l'intention de choisir définitivement entre un camp géopolitique et un autre.

L'ordre émergent ne se divise pas en deux blocs nettement définis.

Il se définit de plus en plus par la flexibilité stratégique.

Il se peut que l'Occident n'apprécie guère cette flexibilité.

Une grande partie du reste du monde la considère comme normale.

Les limites de l'isolement

L'une des faiblesses de la pensée stratégique européenne a été de supposer que l'isolement est un instrument à sens unique.

L'Europe isole la Russie. L'Europe réduit sa dépendance stratégique envers la Chine. L'Europe restreint son engagement avec les États jugés politiquement problématiques.

L'hypothèse sous-jacente est que l'Europe demeure au centre tandis que les autres sont repoussés vers les marges.

Bichkek illustre une autre possibilité.

Les pays soumis à l'isolement ne disparaissent pas simplement de la politique internationale. Ils réorganisent leurs relations ailleurs, approfondissent leurs partenariats existants et construisent des marchés, des infrastructures et des formats diplomatiques alternatifs.

Des institutions qui semblent initialement secondaires peuvent devenir de plus en plus importantes à mesure que les interactions politiques et économiques commencent à transiter par elles.

Cela ne signifie pas que la Russie, la Chine ou l'OCS ont d'une manière ou d'une autre isolé l'Europe. La situation est plus complexe que cela.

Cela signifie que l'Europe se retrouve de plus en plus en dehors de certains des forums où se négocie l'équilibre des pouvoirs en Eurasie.

Cette distinction pourrait devenir de plus en plus importante.

Le développement le plus significatif à Bichkek n'a donc pas été une confrontation spectaculaire avec l'Occident. Il n'y en avait pas besoin.

Le sommet a démontré quelque chose de plus subtil.

Des dirigeants se sont rencontrés.

Des documents ont été approuvés.

Des institutions ont été ajustées.

Des mécanismes de sécurité ont été élargis.

Des programmes de coopération ont été prolongés.

Des projets d'infrastructure et technologiques sont passés de la discussion politique à la coordination pratique.

La répétition compte.

La multipolarité se développe à travers des institutions et des relations qui survivent au-delà de chaque sommet. Elle s'ancre progressivement, par le biais de mécanismes qui rendent la coopération plus facile, moins coûteuse et plus durable sur le plan politique.

Le temps qu'une transformation géopolitique devienne évidente, l'essentiel du travail institutionnel qui la sous-tend a déjà été accompli.

Le monde n'attend pas la permission

Bichkek n'a pas transformé le système international du jour au lendemain.

Il a démontré quelque chose de plus important : le système international évolue sans attendre de permission.

Le nouvel ordre ne se conçoit pas dans une seule capitale ni ne s'annonce par une seule déclaration. Il émerge à travers des institutions, des infrastructures et des relations politiques qui fonctionnent indépendamment de l'approbation politique occidentale.

L'Europe a encore le choix de la manière dont elle répond à cette réalité.

Elle peut s'engager avec l'équilibre des pouvoirs en mutation et accepter que l'influence, dans un monde multipolaire, doive de plus en plus se négocier plutôt que se présumer.

Ou elle peut continuer de définir le succès stratégique principalement par l'isolement et la distance.

Le danger n'est pas que l'Europe disparaisse.

Le danger est que l'Europe continue de considérer l'exclusion comme quelque chose qu'elle impose aux autres, pour découvrir que le monde est de plus en plus capable de s'organiser sans elle.

Telle était la signification discrète de Bichkek.

Une nouvelle réunion s'est tenue. Un nouvel ensemble de mécanismes a été élaboré. Un nouveau groupe d'États a continué de construire des relations en dehors du cadre institutionnel que l'Europe pensait autrefois voir demeurer central.

La réalité multipolaire n'a pas demandé la permission de l'Occident.

Elle a simplement continué.

source : [New Eastern Outlook](#)